



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 août 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-septième session

Point 52 de l'ordre du jour provisoire\*

**Office de secours et de travaux des Nations Unies  
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**

### **Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures**

#### **Rapport du Secrétaire général**

##### *Résumé*

Dans sa résolution 66/73, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, après consultation avec le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), des progrès réalisés dans l'application de la résolution.

Le présent rapport se réfère à la correspondance échangée entre le Secrétaire général et le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies concernant les mesures prises par le Gouvernement israélien pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes de la résolution. Il rend également compte des informations fournies au Secrétaire général par le Commissaire général de l'Office sur le retour en Cisjordanie et dans la bande de Gaza des réfugiés immatriculés auprès de l'Office qui vivaient en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne.

---

\* A/67/150.



1. Le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale en application des dispositions du paragraphe 5 de sa résolution 65/99 intitulée « Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures ».
2. Le 17 mai 2012, le Secrétaire général a adressé des notes verbales aux représentants permanents des États Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies, notamment au Représentant permanent d'Israël, dans lesquelles il les informait qu'afin de s'acquitter de la responsabilité qui lui incombait de faire rapport en application des résolutions citées dans la résolution 66/73, il les priait de le notifier de toute mesure que leur gouvernement avait prise ou envisageait de prendre pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes de ces résolutions.
3. Dans une note verbale datée du 24 juillet 2012, la Mission permanente d'Israël a répondu ce qui suit :

La Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la précédente note verbale qu'il lui a adressée en date du 17 mai 2012, relative aux résolutions 66/72 et 66/75 adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ». Israël a voté contre ces résolutions, comme il l'avait fait dans le passé lorsque l'Assemblée générale en avait adopté de semblables, du fait de leur caractère politique et partisan. La Mission permanente d'Israël tient à renouveler son soutien aux activités humanitaires de l'UNRWA et à rappeler les principes qui ont guidé son vote.

Malgré la persistance des problèmes de sécurité, Israël n'a pas ménagé sa peine pour créer des conditions favorables au développement économique palestinien. Il a notamment libéralisé le système qui régit l'entrée des biens à usage civil à Gaza, approuvé de nombreux projets de l'UNRWA et facilité l'aide humanitaire que l'Office fournit à la population palestinienne.

Israël a approuvé en 2011 76 projets de l'UNRWA à Gaza et, au premier trimestre 2012, 16 autres projets, ce qui porte le nombre total de projets déjà approuvés à 92. Toutefois, l'UNRWA qui n'en a mis en chantier que 46, en a achevé au moins une dizaine. Pour des raisons qui lui sont propres, l'UNRWA n'a engagé de travaux que concernant environ la moitié des projets de construction à Gaza qui avaient été approuvés. Quoi que l'Office ait accumulé du retard dans l'exécution de projets, Israël est en passe d'en approuver de nouveaux à sa demande.

Bien que les attentats terroristes du Hamas se soient poursuivis en 2011, le Gouvernement d'Israël a continué, de son côté, à assouplir les politiques réglementant la circulation des personnes et des biens qui entrent dans la bande de Gaza ou en sortent. Les exportations de biens ont sensiblement augmenté, notamment celles de fraises (436 tonnes), de fleurs (plus de 18 millions), de produits textiles et de meubles. En mars 2012, Israël a aussi autorisé les exportations à partir de Gaza vers la Cisjordanie. Un total de 18 356 patients et accompagnateurs ont été autorisés à quitter la bande de Gaza pour recevoir un traitement médical, soit 5 % de plus qu'en 2010. Actuellement, 93 % des demandes d'autorisation à quitter la bande Gaza pour recevoir un traitement médical sont accordées.

En 2011, 53 875 camions, dont 2 670 de l'UNRWA, sont entrés dans la bande de Gaza, soit 36 % de plus qu'en 2010. Il faut souligner que la capacité du point de passage de Kerem Shalom, que la communauté internationale n'utilise pas pleinement, dépasse les besoins actuels. Israël invite l'UNRWA à l'utiliser davantage et à augmenter le volume de ses chargements en direction de Gaza.

Ainsi, Gaza montre des signes encourageants de reprise économique. Le produit intérieur brut (PIB) y a augmenté de 27 % en 2011 – une nette amélioration comparé à l'augmentation de 15 % enregistrée en 2010. Le PIB par habitant a augmenté de 23 % et le chômage a baissé de 7 %.

Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement israélien a pris des décisions importantes, visant à assouplir les mesures de sécurité en Cisjordanie. Les barrages routiers ont été levés en Judée-Samarie. Les Palestiniens peuvent circuler librement entre les principales villes qui s'y trouvent – de Djénine, au nord, à Hébron, au sud. En 2011, la croissance du PIB s'est établie à 6 % et le taux d'activité a augmenté de 10 % en Cisjordanie.

Cette tendance positive s'est poursuivie au premier trimestre 2012, le PIB ayant augmenté de 5,6 % par rapport au premier trimestre 2011.

Malgré ce qui précède, des organisations terroristes basées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas, continuent de planifier, préparer et commettre des attentats terroristes contre des civils israéliens.

En 2011, 988 attentats ont émané de Cisjordanie et de Gaza ou y ont été perpétrés, faisant 21 victimes israéliennes.

Le premier semestre de 2011 a vu une escalade alarmante des actions terroristes menées contre des cibles israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem. Au cours des cinq premiers mois de l'année, 278 attentats terroristes ont été perpétrés à partir de la Cisjordanie ou sur ce territoire, causant la mort de 11 Israéliens, notamment celle, brutale, de la famille Fogel en mars 2011, dont les cinq membres (le père, la mère et leurs trois enfants, âgés respectivement de 11 ans, 4 ans et 3 mois) ont été tués chez eux, dans leur sommeil, par deux terroristes.

Des tirs de roquettes incessants continuent de menacer les civils israéliens. En 2011, 680 roquettes, obus de mortier et autres missiles ont été tirés à partir de Gaza. Entre autres actes terroristes terrifiants, on peut citer l'attentat du 7 avril 2011 au cours duquel le Hamas a tiré depuis Gaza un missile antichar Kornet sur un bus scolaire, tuant un adolescent israélien.

Tout en appuyant les activités humanitaires de l'UNRWA, Israël reste préoccupé par les motifs politiques des résolutions précitées et s'inquiète de ce qu'elles ne présentent qu'une vue partisane, qui ne tient pas compte des réalités observées sur le terrain.

Des déclarations publiques de responsables de l'UNRWA, véhiculant un message politique bien senti et partisan sont à cet égard profondément troublantes. C'est ainsi que, le 25 mars 2012, un haut responsable de l'Office a publié sur Twitter la remarque suivante : « Le Quatuor ayant privé les Palestiniens du droit de recourir à la violence, même légitime, nous devons

leur donner tous les moyens de changement non violents »<sup>1</sup>. En tant qu'organisme professionnel et humanitaire, l'UNRWA doit veiller à éviter toute référence à des propos politiques, notamment lorsque ceux de nature à inciter à la violence.

Israël est favorable à ce que l'on regroupe les résolutions sur l'Office et que l'on en supprime tout langage politique extrinsèque. De plus, Israël invite le Secrétaire général et l'Office à étudier, avec les parties intéressées, les moyens par lesquels l'Organisation des Nations Unies pourrait s'employer à mieux servir le peuple palestinien.

À cet égard, Israël est partisan de l'application, dans le contexte palestinien, des principes usuels qui guident l'Organisation s'agissant du traitement des réfugiés. Plus précisément, le mandat de l'Office devrait définir des conditions d'accès à ses services conformes à la politique usuelle de l'ONU en la matière, et prévoir en outre la promotion active, dans le contexte palestinien, des objectifs généralement visés par l'Organisation s'agissant de la réinstallation et de l'intégration sur place des réfugiés.

Contrairement à d'autres populations de réfugiés qui ne sont pas prises en charge par l'UNRWA et qui, lorsque leur situation s'améliore, décroissent et retournent à une vie civile normale, le nombre de réfugiés palestiniens a crû à un taux exponentiel, passant de 700 000 en 1949 à 4,2 millions en 2005 et à 4,9 millions en 2012, et devrait atteindre 6,2 millions en 2020. Si les résolutions ont un caractère politique, l'UNRWA, en tant qu'organisme, n'encourage pas à trouver une solution au problème des réfugiés ni à les réintégrer, mais contribue uniquement à maintenir leur statut. Ces réfugiés, qui en sont à la quatrième génération, dépendent de l'aide et des fonds internationaux pour leur santé, leur éducation et leurs moyens d'existence. La volonté d'entretenir le caractère politique du problème au détriment des besoins humanitaires des réfugiés qui s'exprime dans les résolutions se retrouve aussi sur le terrain puisque l'Autorité palestinienne elle-même refuse de prendre la responsabilité de fournir des services aux réfugiés, même dans les zones qu'elle contrôle pleinement, et tient à ce que ce soit l'UNRWA qui les fournisse.

Les résolutions annuelles de l'Assemblée générale sur l'UNRWA et le mandat de celui-ci constituent une dérogation d'inspiration politique aux principes généralement appliqués par l'ONU dans le domaine des réfugiés. Cette politisation d'une question purement humanitaire a aggravé la situation des réfugiés palestiniens en empêchant que des solutions pratiques ayant fait leurs preuves dans le monde pour de nombreux groupes de réfugiés soient apportées à leurs problèmes. Israël a à cœur de promouvoir les changements voulus dans ces résolutions pour conformer le mandat de l'Office aux principes généraux qui guident la politique de l'ONU concernant les réfugiés.

4. S'agissant du paragraphe 5 de la résolution 65/99 de l'Assemblée générale, le Commissaire général de l'UNRWA a communiqué au Secrétaire général les éléments d'information dont il disposait au sujet du retour des réfugiés immatriculés auprès de l'Office. Comme indiqué dans les précédents rapports sur la question,

<sup>1</sup> Propos tels que cités dans la lettre du 28 mars 2012, adressée par l'Ambassadeur Manor au Commissaire général, Filippo Grandi.

L'Office ne participe à aucun arrangement relatif au retour des réfugiés ou au retour des personnes déplacées qui ne sont pas immatriculées comme réfugiés. Ses informations se fondent sur les demandes faites par les réfugiés immatriculés rentrant chez eux qui souhaitent que leur dossier d'immatriculation auprès de l'UNRWA soit transféré de la Jordanie, du Liban ou de la République arabe syrienne vers la région où ils s'installent. L'Office n'est pas nécessairement tenu informé du retour des réfugiés immatriculés qui n'ont pas demandé le transfert de leurs dossiers. À sa connaissance, entre le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et le 30 juin 2012, 106 réfugiés immatriculés auprès de lui qui se trouvaient en dehors du territoire palestinien occupé sont revenus en Cisjordanie et 419 dans la bande de Gaza. Il convient de noter que certains d'entre eux n'ont pas forcément été déplacés en 1967 mais ont pu l'être plus tôt ou plus tard ou peuvent être membres de la famille d'un réfugié déplacé immatriculé. Ainsi, compte tenu du chiffre estimatif donné au paragraphe 4 du précédent rapport (A/66/222), le nombre de réfugiés déplacés immatriculés qui, à la connaissance de l'Office, sont rentrés dans les territoires occupés depuis juin 1967 s'élève à 34 164. L'Office n'est pas en mesure d'évaluer le nombre total de personnes déplacées qui sont rentrées chez elles. Seuls les réfugiés immatriculés figurent sur ses registres et, comme on l'a vu plus haut, même ces registres peuvent être incomplets, notamment en ce qui concerne l'endroit où se trouvent les réfugiés en question.

5. S'agissant du paragraphe 3 de la résolution 66/73 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général renvoie au rapport du Commissaire général de l'UNRWA pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011 (A/67/13) et à ses rapports précédents pour ce qui est du compte rendu de l'aide que ne cesse de fournir l'Office aux personnes déplacées qui continuent d'avoir besoin d'une assistance.